



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIAT/UD77/087 du 5 juin 2025  
de mise en demeure à l'encontre de la société CERESIA  
pour son site sis route de Villiers Saint Georges à Beauchery-Saint-Martin (77 560)**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 172-1 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 11C 011 du 6 janvier 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la société COHESIS pour son établissement situé à Beauchery-Saint-Martin ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°24/BC/049 du 9 août 2024 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** le rapport n° E/25-0749 du 20 mars 2025 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, consécutif à une visite d'inspection réalisée le 26 février 2025 des installations exploitées par la société CERESIA situées route de Villiers Saint Georges à Beauchery-Saint-Martin (77 560), transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 mars 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le courrier préfectoral n° E/25-0750 du 21 mars 2025 informant la société CERESIA des mesures susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier préfectoral n° E/25-0750 du 21 mars 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la société CERESIA sur la commune de Beauchery-Saint-Martin est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 26 février 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 9.3 de son arrêté préfectoral susvisé en ne réalisant pas, tous les deux ans, d'exercice d'incendie de silo ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 26 février 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 16 de son arrêté préfectoral susvisé en ne disposant pas de dispositifs d'obturation implantés sur les entrées d'air du séchoir pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée) ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 26 février 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 16 de son arrêté préfectoral susvisé en ne disposant pas d'un dispositif adapté permettant d'évacuer rapidement le grain présent dans la colonne de séchage en cas d'incendie ou d'échauffement anormal vers une aire ou un stockage permettant l'extinction ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 27 janvier 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 10.4 de son arrêté préfectoral susvisé en ne prenant pas toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage, et notamment au niveau du silo métallique ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux conditions d'exploitation imposées par les articles 9.3, 16 et 10.4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société CERESIA de respecter les dispositions des articles 9.3, 16 et 10.4 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne :

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : – RESPECT DES PRESCRIPTIONS**

La société CERESIA, dont le siège est situé 16 boulevard du Val-de-Vesle à REIMS (51 684), pour son site sis route de Villiers Saint Georges à BEAUCHERY-SAINT-MARTIN (77 560), est mise en demeure de respecter :

- **sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 11C 011 du 6 janvier 2010 :

*« L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. » ;*

- **sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'article 16 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 011 du 6 janvier 2010 :

*« Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée). »*

*[...]*

*Le grain présent dans la colonne de séchage peut être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction. » ;*

- **sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'article 16 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 011 du 6 janvier 2010, notamment au niveau du silo métallique :

*« L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. ».*

## **Article 2 : – SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement.

## **Article 3 : – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 4 : – INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## **Article 5 : – INFORMATIONS DES TIERS**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par loi.

## **Article 6 : – NOTIFICATION ET EXÉCUTION**

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de Provins,
- la Maire de Beauchery-Saint-Martin,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception

Melun, le 5 juin 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité Départementale de  
Seine-et-Marne,



Agnès COURET

### **Destinataires d'une copie par mail :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins,
- la Maire de Beauchery-Saint-Martin (77 560),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS).

### **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.